

L'Appel des Girondins

Monsieur le Président de la République, les collectivités locales et leurs partenaires, plus que jamais solidaires vous lancent aujourd'hui un appel : **entendez-le.**

*

Monsieur le Président, nous vous posons donc ces trois questions fondamentales, qui ont été adressées à la Première Ministre lors des dernières Assises des Départements de France à Strasbourg, et qui sont restées sans réponse :

- Quel pays voulez-vous ? Quelle République voulez-vous ? Quelle décentralisation voulez-vous ?
- Et plus encore : quel pays, quelle République et quelle décentralisation voulons-**nous** ?

La décentralisation que nous appelons de nos vœux ne vise pas à affaiblir l'Etat, mais à mieux coopérer avec lui pour le renforcer dans ses missions régaliennes. Comment ? Grâce à des transferts de compétences clairs, assortis des moyens techniques et financiers permettant une réelle autonomie politique.

Il est désormais impératif de restituer aux collectivités locales un véritable pouvoir d'action politique, articulé autour de valeurs qui font écho à celles de notre République, et d'en finir avec la toute puissante rationalité budgétaire. **Des réponses s'imposent aujourd'hui, ce sont elles que nous attendons de vous.**

*

Monsieur le Président, travaillons à un véritable « contrat girondin ». Un contrat qui offre aux élus locaux ce que les mots de Gaston DEFERRE donnaient comme souffle politique à la décentralisation originelle, voici 40 ans : le « *droit d'être eux-mêmes et la possibilité de jouer pleinement leur rôle* », de faire entendre leur voix dans cette France de nos villages et de nos villes qui « *aspire à tenir sa place, à être considérée, à jouer son rôle, à choisir son destin.* ».

Ces mots, vous ne pouvez les renier. Ils rappellent à juste titre que nous ne sommes ni des « préfets élus », ni de simples gestionnaires de « guichets » délivrant des droits, ni des agences de l'État.

Nous répondons à des besoins fondamentaux, nous prenons en considération l'épaisseur humaine, nous prenons soin de tous les âges de la vie et de toutes les situations de vulnérabilité, nous prévenons et sécurisons les risques, nous menons des politiques éducatives, assumons des chantiers majeurs de la transition climatique.

Aux côtés du monde associatif, sportif, culturel, humanitaire, d'éducation populaire, d'économie sociale et solidaire, d'action médicosociale, et tant d'autres encore, nous sommes aussi des acteurs de l'économie nationale puisque les collectivités représentent 70% de l'investissement public. D'ailleurs, rappelez-vous que notre réponse a été immédiate et pertinente quand vous nous avez sollicité pour le Plan « France Relance ». Comment auriez-vous pu le mettre en œuvre partout, sans notre ancrage et notre relai local ?

Quant à une prétendue « mauvaise gestion » qui est parfois sous-entendue, nous soulignons que la part des collectivités locales dans la dette publique du pays ne représente que 8 %.

Trêve d'hypocrisie.

Loin d'être un « luxe », nos dépenses de fonctionnement et nos investissements sont la preuve que nous faisons notre part pour répondre aux réalités du nouveau contexte économique, social et écologique.

Nous assumons la responsabilité de répondre aux besoins en toute proximité, là où l'on vit, là où l'on travaille, dans une société par ailleurs toujours plus atomisée et plus complexe. Mais bon sang, **prenez-en acte !**

*

Monsieur le Président, nous demandons que la reconnaissance du fait local, dans toute sa diversité rurale et urbaine, soit consolidée comme un fait majeur de la vie démocratique.

Envisager la décentralisation à l'aune de la suppression fantasmagorique d'une ou plusieurs strates serait une erreur fondamentale. Elle signifierait gager l'avenir de la France en provoquant plus de fractures que de coutures entre les territoires et ceux qui les habitent.

Contrairement à l'Etat, nous n'avons pas eu peur, ici en Gironde, de tirer les leçons des récents mouvements citoyens et notamment celui des « Gilets Jaunes », particulièrement intense dans le département. Il témoigne d'un sentiment de fracture contre lequel, ensemble, nous cherchons sans cesse à lutter. Pour cela, laissez-nous le pouvoir d'agir !

La gouvernance locale démontre justement, quotidiennement, combien l'action publique est souhaitable et souhaitée au plus près des citoyens, puisque c'est à partir des citoyens que doit s'exprimer un régime authentiquement démocratique.

C'est plus que jamais une priorité alors que la question de la participation à la vie civique et aux différentes élections est un sujet majeur, et que la confiance envers les élus et les institutions s'émousse fortement pour, parfois, laisser place à la violence. Les Maires, en première ligne, en sont témoins et parfois victimes, ce qui génère une fatigue démocratique.

Les collectivités de proximité sont pourtant les premières à porter une nouvelle justice sociale, territoriale et environnementale qui peut garantir la bonne complémentarité entre villes et campagnes.

Grâce à nos compétences, nous traitons le cœur des problématiques à partir du territoire vécu, avec les habitantes et les habitants, à condition là encore d'en avoir les moyens. Et nous ne voulons pas en Gironde que la contrainte des moyens nous amène à choisir entre aider un club sportif local ou financer un service d'aide à domicile, entre soutenir la culture ou protéger des enfants, entre investir dans d'indispensables équipements communaux ou aider les personnes handicapées, entre l'entretien de nos routes ou la transition écologique, entre l'amélioration des mobilités ou l'aide alimentaire.

La démocratie n'est pas qu'un coût, et elle n'a surtout pas de prix. Grâce à la décentralisation, une grande partie de la réponse républicaine réside dans la vie politique locale. Alors, de grâce, **soutenez-la !**

*

Monsieur le Président, les Girondines et les Girondins, les Françaises et les Français que nous sommes ont besoin d'un avenir qui offre pour perspective moins d'inquiétude du lendemain.

Dans les Communes, les Départements, les Régions, nous avons les outils, les compétences et l'expertise pour y parvenir. **Reconnaissez-les.**

Si une bonne décentralisation ne peut suffire à faire le bonheur d'une nation, une mauvaise peut suffire à faire son malheur.

*

Monsieur le Président, nous plaidons pour une décentralisation pleinement inscrite dans le continuum républicain. Une décentralisation qui se traduit sincèrement dans des lois ou des libertés nouvelles, sans qu'un « Grand Soir » technocratique soit nécessaire. Elle doit être évaluée pour en garder le meilleur et en améliorer les éventuelles imperfections. Elle doit être partagée dans une expérience commune et renouvelée de la démocratie.

Nous pouvons vous présenter des propositions constructives pour œuvrer collectivement à un « contrat girondin », garant d'une République apaisée et de proximité. Pour cela, nous vous proposons de recevoir une délégation « girondine » en début d'année prochaine.

Car vous ne pouvez rester insensible à l'appel des terres de France, celui que nous portons ici depuis la Gironde, mais que d'autres avec qui j'en ai échangé partagent ailleurs. **Nous comptons sur vous pour y donner suite, vous ne pouvez décevoir les élus et les citoyens de « la France d'en bas » que nous sommes toutes et tous ici.**

Mépriser cet appel serait un déni de démocratie,
Mépriser cet appel serait une déchirure supplémentaire dans le tissu républicain.

Mépriser cet appel serait un mépris de votre part à l'égard des Girondines, des Girondins, des Françaises et des Français.

Charge à vous, charge à l'Etat d'en prendre acte, de mettre à notre disposition des moyens adaptés et de nous laisser les mains libres ! Une liberté dont nous savons faire usage avec raison, avec sens des responsabilités, avec attention pour les habitants que nous représentons. Tout simplement cette liberté qui permet d'agir au bon niveau de la République par des compétences bien établies, quelles que soient les collectivités que nous représentons ici.

Monsieur le Président, nous défendrons nos territoires jusqu'à ce que vous daigniez les respecter, que vous daigniez enfin les voir.

Nous défendrons nos territoires parce qu'ils sont de notre République le plus bel espoir !